

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

SOMMAIRE

p.1 : L'édito / **p.2 et 3** : International / **p.4 à 6** : Place au débat (Relance et austérité) / **p.6 et 7** : Actu sociale (Mettons fin au système de brevets privés) / **p.8** : Coup de gueule



Le mois de mai a commencé par la traditionnelle manifestation du 1^{er} mai. *Résistance sociale* a exprimé à travers un communiqué son soutien aux militants CGT qui ont été agressés en fin de parcours par un groupe d'individus particulièrement violents. Depuis des années, des éléments « incontrôlés » perturbent les manifestations dans le but évident de les discréditer. Cette fois, ils ont franchi une marche supplémentaire en s'en prenant physiquement à des militants syndicaux. Il serait temps, particulièrement à gauche, de cesser de trouver des excuses à ces fauteurs de troubles, casseurs, black-blocs, etc... et de les condamner fermement. Plus encore en cette journée du 1^{er} mai symbole de la lutte des travailleurs de tous les pays pour obtenir de nouveaux droits et garder ceux durement acquis. Il est également temps d'exiger de nos gouvernants qu'ils donnent des ordres clairs et fermes aux forces de police afin que ces casseurs ne puissent plus nuire aux manifestations.

C'est le manque de force des organisations syndicales qui permet aux libéraux de s'en prendre aux droits collectifs et individuels des travailleurs, au statut d'EDF, à la sécurité sociale, d'imposer des licenciements et délocalisations, des privatisations et une réforme régressive des retraites... Nous aurions besoin de retrouver des organisations syndicales fortes et claires, en particulier une CGT, face au capitalisme débridé imposé par les dirigeants de la France et de l'Europe.

Dans ce contexte de faiblesse de la gauche syndicale, la gauche politique - électorale plus exactement - ne pèse pas lourd non plus : tout confondu - mais pas toute alliée ! - entre 25% et 30%. Faut-il pour cela appeler, lors de l'élection présidentielle de l'an prochain, à une candidature unique ? Aurait-elle un sens ou, au moins, une chance ?

Regardons le paysage politique. La décomposition qui dure depuis déjà pas mal d'années s'est accélérée ; c'est peut-être - espérons-le - le signe que la recomposition est à l'horizon.

Pour ce qui est de la droite, le temps d'un grand parti de droite populaire, hérité du gaullisme, est bien révolu. Le petit parti libéral, issu du giscardisme, a rempli sa mission : la droite s'est modifiée, elle s'est mondialisée et elle ne s'encombre plus de considération « sociale ». LR se déchire entre les pseudos-héritiers et les pseudos-modernistes. Les premiers flirtent avec le Rassemblement national, version présentable du Front national ; les seconds sont depuis longtemps passés, avec armes, les bagages suivront, au macronisme actif dans lequel les successeurs de Giscard s'étaient déjà fondus. Une droite aux apparences sociales renaîtra-t-elle de cela ? Pas de de Gaulle à l'horizon, on peut en douter.

A gauche, le lien avec le peuple est coupé depuis longtemps, plus de 30 ans si on se réfère aux travaux de sabotage de Terra Nova. Les partis, tous à des degrés divers, se sont boboisés et les slogans sociétaux ont remplacé les préoccupations sociales. Beaucoup se sont fourvoyés dans l'identitarisme, oubliant les racines républicaines de la gauche française et il n'est plus question de « changer la vie » : on a changé d'avis ! Mais pas notre peuple, fidèle à son histoire : la grande révolution de 1789, la constitution de 1793, les épisodes révolutionnaires de 1830 et 1848, la Commune de Paris, le Front populaire, la Résistance et le CNR, les grèves de 56 ou de 68..., j'en passe.

« Lorsque tu ne sais pas où tu vas, regarde d'où tu viens. » dit le proverbe africain ; la gauche serait bien inspirée de se retourner sur son chemin. Les accords électoraux de 2022 n'auront de sens qu'à ce prix.



Marinette BACHE

INTERNATIONAL



A propos de la cause palestinienne

Par Claude NICOLET

Réso donne ici la parole à Claude Nicolet, ancien président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine. Il fait entendre une voix posée, argumentée et éclairée sur cette difficile question.

Autant aller à l'essentiel, la cause palestinienne est une cause juste.

La question palestinienne fait à nouveau surface...et elle ne cessera de le faire tant qu'elle n'aura pas de solution politique. Sur ce sujet, je reste le même. La cause palestinienne est une cause juste. Il convient sur ce sujet comme sur tous les autres de regarder les choses avec le recul historique nécessaire et la hauteur de vue indispensable pour le bien des Palestiniens, des Israéliens et pour le bien de nous tous.

La Palestine et moi c'est désormais une longue histoire. Des années d'études à l'université « les Chrétiens et la guerre du Golfe », « le Vatican, le Proche-Orient et le nouvel ordre mondial », « Le Vatican et le Proche-Orient, quelle politique étrangère ? Enjeux, continuités, ruptures, une étude comparative entre le pontificat de Paul VI et de Jean-Paul II ». Puis les années politiques avec Michel Delebarre et le jumelage entre la Communauté urbaine de Dunkerque et la ville de Gaza dès 1996, et la présidence du Réseau de Coopération décentralisée pour la Palestine/Cités-Unies France de 2002 à 2015.

Dès le début du processus d'Oslo en 1993 nous avons été, j'ai été associé même modestement à cette incroyable aventure que j'ai pu vivre de l'intérieur avec le ministère des Affaires étrangères, l'Autorité nationale palestinienne, les différentes instances européennes (Commission, Conseil de l'Europe, Parlement européen), un immense tissu associatif, les organisations internationales de collectivités locales au niveau mondial et européen... tant et si bien que François Hollande, président de la République, m'a demandé de l'accompagner lors de son voyage d'État en Israël et en Palestine en 2013.

Je pense pouvoir dire que nous avons fait un travail colossal. J'en tire une véritable expérience, d'incroyables souvenirs, des regrets et bien des colères. L'expérience est là, disponible et prête à reprendre du service. Les souvenirs et mes colères m'appartiennent. Mais je tiens à dire quelques mots sur mes regrets.

*Tout d'abord l'échec d'Oslo et de la création d'un Etat palestinien libre et souverain qui nous aurait permis d'échapper à la situation d'aujourd'hui. Les raisons en sont certes nombreuses et, dès le début, nous pouvions penser que les choses ne partaient pas sur un réel pied d'égalité (reconnaissance de l'Etat d'Israël par Yasser Arafat et l'OLP, tandis qu'Israël ne reconnaissait qu'une « autorité et une autonomie ». Il y avait quand même par l'Etat hébreux la reconnaissance de l'existence du peuple palestinien et de son représentant légitime).

*Mais en réalité, le coup de grâce fût donné (si j'ose dire) en 1995 lors de l'assassinat par un militant de l'extrême droite juive et israélienne, de Yitzhak Rabin alors Premier ministre. Le processus d'Oslo ne s'en est jamais remis. Benyamin Netanyahu pris la tête du pays et ne cessa de multiplier les alliances avec l'extrême droite et les partis de colons partisans de la colonisation à outrance.

*Dans le même temps, les divisions politiques internes aux Palestiniens faisaient leurs œuvres. Et l'islamisme militant, là comme ailleurs, progressait inéluctablement dans les esprits et les cœurs face à une autorité palestinienne qui sur le terrain ne pouvait faire progresser l'arrivée d'un Etat symbole de liberté tant attendue.

*J'ai vu et vécu de l'intérieur le « grignotage » par l'islamisme de la « cause palestinienne » qui s'inscrivant à son origine dans la lutte internationale contre le colonialisme et l'oppression des peuples, ancrée dans la volonté émancipatrice des mouvements de libérations nationales et d'auto-détermination des peuples a été gangrénée de l'intérieur par une idéologie concurrente, mortifère et avec laquelle il n'y a pas de compromis possible. C'est de ce point de vue une véritable tragédie que les peuples payent au prix fort et qui reste un abcès de fixation purulent dans l'imaginaire arabe et *islamique*.

*Il faut dire que nous y avons mis du nôtre pour en arriver là. Entre les promesses non-tenues, les résultats d'élections (faites à notre demande et à nos conditions) non respectés, l'utilisation et la manipulation de la question palestinienne dans le jeu de telle ou telle puissance...

*Voilà plus de 60 ans que le destin des Palestiniens leur échappe en permanence. Alors de temps en temps ils rappellent au monde qu'ils existent.

*Comment également passer sous silence la mainmise de plus en plus forte de l'extrême droite en Israël ? Comment passer sous silence la politique de colonisation qui a connu une véritable explosion ces dix dernières années ? Comment passer sous-silence l'expulsion administrative des habitants arabes de Jérusalem-Est depuis des décennies ? Comment passer sous-silence les conséquences de décennies d'occupation militaire et d'humiliations collectives et individuelles. Comment passer sous silence que les Palestiniens ont le droit eux aussi d'être protégés ?

*Mais comment passer sous silence la nécessité pour Israël de prendre en compte les liens politiques et stratégiques entre le Hamas, le Hezbollah et l'Iran ? Comment passer sous silence l'obligation pour Israël de protéger (comme tout Etat) ses ressortissants ? Comment passer sous silence que l'environnement géo stratégique dans lequel vit Israël s'est considérablement dégradé depuis 30 ans ?

*Mais comment passer sous silence que les destructions du Liban puis de l'Irak à partir de 1991 puis de 2003, puis de la Libye, de la Syrie, le pourrissement interne de l'Algérie, la montée en puissance de la Turquie... portent une lourde responsabilité dans cette situation.

*Comment passer sous silence que les progrès de l'Islam politique, radical et djihadiste que le salafisme et le wahabisme saoudien a largement financé afin de faire pièce notamment au progressisme arabe et aux mouvements de libérations nationales mais aussi contre l'Iran ont une responsabilité majeure dans cette situation ?

*Le monde musulman est aujourd'hui travaillé par des forces redoutables qui sont à l'œuvre et doivent être combattues. Mais ayons le courage de regarder les choses en face. Nous y avons notre part de responsabilités. Dans ce combat titanesque la France doit y tenir toute sa part, qui est et reste particulière. D'où le fait que nous soyons un ennemi irréductible de l'islamisme avec lequel il ne peut y avoir de compromis. C'est l'une des raisons pour lesquelles il nous frappe si durement, si violemment et que je fais partie de ceux qui considèrent qu'entre lui et nous c'est une lutte existentielle, une lutte à mort. Mais mon histoire et mon expérience m'ont aussi appris que la civilisation musulmane qui se bat à l'heure actuelle contre cette monstruosité ne se résume bien évidemment pas à cette horreur. Là encore, distance et hauteur de vue sont nécessaires.

*Au final, les questions essentielles qui se posaient il y a plus de 60 ans restent les mêmes.

Le peuple palestinien a-t-il droit à l'autodétermination ?

Le peuple palestinien s'il le décide a-t-il le droit de vivre libre et d'avoir la maîtrise de son destin ? Si la réponse est oui, alors incontestablement sa cause est juste et rien n'y fera. Si la réponse est non alors Israël et la « communauté internationale » doivent décider du sort de ceux qu'on appelle à tort des « Palestiniens ».

Il y a peu de solutions :

a) Procéder à une nouvelle expulsion massive comme celle de 1948, mais cette fois-ci de plusieurs millions de personnes. Qui en prendra la responsabilité politique et l'assumera aux yeux du monde ?

b) Où les expulser ? Qui les accueille ? Dans quelles conditions ? Avec quel statut, réfugié, nationalité pleine et entière du pays d'accueil ?

c) Ils deviennent tous des réfugiés avec le statut de l'ONU dans une Cisjordanie amputée des grands blocs de colonies annexés à Israël qui passent sous gestion internationale ?

d) Ils deviennent citoyens à part entière de l'Etat d'Israël qui ne peut plus être un Etat juif mais l'Etat de tous ses citoyens. Ce qui signifie la fin et l'échec du projet historique du sionisme politique ?

Je n'aborde pas la question des réfugiés depuis de 1948 puis de 1967... afin de ne pas alourdir trop la complexité de l'affaire. Résumer la question palestinienne au Hamas, ou Israël à Netanyahu (qui s'appuient mutuellement) c'est regarder les choses par le petit bout de la lorgnette et se donner bonne conscience à peu de prix. C'est également réduire à des considérations de politiques purement internes donc indignes au regard des enjeux, des questions qui ne cessent de s'envenimer. **Rien ne se fera sans courage, sans volonté et sans détermination.** Rabin et bien d'autres le savent pertinemment.

PLACE AU DEBAT



RELANCE ET AUSTERITÉ

Par Jean-Claude CHAILLEY

L'époque est à la « relance » nous dit-on. « Relance » est un terme sympathique, keynésien, qui pourrait faire l'unanimité, **à moins qu'il s'agisse d'une vraie -fausse relance, d'une vraie politique d'austérité**

Des dépenses dignes d'une guerre mondiale

Depuis le début de la pandémie l'argent coule à flot, à des niveaux stratosphériques, dépassant la crise de 2008 et s'y ajoutant. Etats, banques centrales, Union européenne, on compte en trillions, en milliers de milliards. Par comparaison le PIB de la France, les richesses créées par une année de travail, c'est 2,5 trillions.

100 milliards pour la relance

On nous annonce 100 milliards pour la relance, dont 40 milliards ont pour origine l'emprunt de 750 milliards de l'Union européenne, dont elle contrôle l'utilisation des fonds.

La France devra participer au remboursement de cet emprunt européen pour une somme infiniment supérieure aux 40 milliards. Pour l'Italie qui reçoit 192 milliards, pour l'Espagne qui en reçoit 70, c'est l'inverse.

Monsieur Macron joue les riches à Bruxelles... avec nos impôts et taxes.

La 1^{ère} mesure de « relance » ce serait de se donner les moyens de vacciner rapidement le monde entier.

La pandémie n'est pas terminée. Tout le monde craint une mutation qui échapperait aux vaccins actuels.

Il faudrait la levée des brevets, l'utilisation de toutes les capacités mondiales de fabrication du vaccin. Non seulement on éviterait des centaines de milliers de morts, mais ce serait rentable financièrement.

Les mois passent. Rien. Refus notamment de Macron et de l'Union européenne. Le nombre de morts augmente. Les dégâts économiques aussi.

→ Une mobilisation s'organise pour la réunion de l'OMC des 6 et 7 juin.

Un prix Nobel, Michael Kramer, professeur d'économie à Harvard, a calculé que si on vaccinait 1 milliard de personnes en plus en 2021 **on gagnerait 600 à 900 dollars par dose.** (Experts BFM Business, 14 mai)

Le « marché » ne répond pas aux besoins sanitaires, même globalement rentables. Il faudrait une intervention des Etats. Les mois passent.

→ **Débat : le vaccin, la santé, doivent-ils sortir du marché ?**

Les Big pharma appliquent les règles du capitalisme, maximiser la valeur pour l'actionnaire.

On peut s'indigner que Pfizer fasse 26 Md de profits en 2021. On peut s'indigner que Sanofi distribue 4 Md de dividendes, largement sur fonds publics et de la Sécurité sociale. On peut s'indigner que Big pharma ne lève pas les brevets. Mais c'est la règle : le profit maximal pour l'actionnaire.

Si on pense que le médicament ou le vaccin est un bien commun, ne faut-il pas une appropriation sociale ?

« Braves gens consommez, dépensez vos économies, c'est un devoir citoyen ! »

Avec la pandémie « on » aurait économisé 160 milliards. Il faut les dépenser pour relancer l'économie nous disent-ils.

Là les bras vous en tombent !

Demander de consommer pour relancer l'économie, c'est reconnaître que lorsqu'on bride la consommation on détruit l'industrie, on détruit l'économie.

C'est pourtant ce qu'ils font en permanence au nom de **la politique « de l'offre »** : multiplication sans fin des aides aux entreprises, facilitation des licenciements, coupes sur la protection sociale, les services publics, ... réformes pour réduire les salaires, les cotisations sociales, les indemnités chômage, les impôts sur les sociétés.

Cette politique réduit la consommation. Et en plus l'inflation tend à redémarrer.

Seules les mobilisations les freinent de réduire la consommation de l'immense majorité de la population encore plus. Et lorsqu'on réduit la consommation on détruit aussi l'industrie

C'est pure schizophrénie que faire cette politique anti sociale et oser demander « en même temps » de consommer.

Pourquoi les plus démunis économisent ?

Les 25 % les plus pauvres ont fait en moyenne des économies : 218 € sur l'année. (C'est une moyenne, certains ont été pour la 1^{ère} fois aux restos du cœur).

Ils n'ont pas économisé 218 €, comme on nous le laisse entendre à la télé, parce qu'ils n'ont pas pu passer leurs vacances aux Seychelles. Ils se sont serré la ceinture d'un cran supplémentaire, **parce qu'ils s'attendent à ce que « le jour d'après » soit encore pire que le précédent. Et c'est bien la politique des Macron, LR, FN, ...**

Les couches moyennes en voie d'appauvrissement :

S'il y a des fortunes dont le montant défie l'imagination les couches moyennes retournent à la pauvreté. Plus personne ne s'attend à ce que ses enfants vivent mieux que soi-même. Au contraire tout le monde est angoissé par le sort qui attend la jeune (et moins jeune) génération. C'est ce qui permet à la démagogie d'extrême droite de se développer.

Même le vocabulaire a évolué : maintenant avec le SMIC (salaire **minimum**) on est devenu « couche **moyenne** », tant il y a de personnes en dessous (environ 10 millions de chômeurs partiels contraints ou totaux, ubérisés, sortis du marché du travail, des millions de retraité-e-s).

A 2500 € ou 3000 € par mois on est devenu « riche », comme ceux qui gagnent 10, 100 fois ou 1000 fois plus.

L'argent public coule à flots. La désindustrialisation, les PSE, s'accélèrent.

Les politiques menées depuis des années ont largement désindustrialisé la France qui devient de plus en plus un pays du « club Med », attendant tout des touristes.

Ils parlent de « relocalisation ». Il s'agit de relocalisation « européenne », qui n'exclue pas la poursuite des délocalisations en Roumanie... C'est surtout une relocalisation qui participe de la guerre commerciale des USA, suivie par l'union européenne, contre la Chine.

Malgré les dizaines et dizaines de milliards d'aides, les PSE s'accumulent sans fin, y compris dans les secteurs non touchés par la pandémie, poursuivant la désindustrialisation.

L'argent public coule à flots. Les dividendes se portent bien, pas l'emploi, ni l'industrie.

Le programme de stabilité 2021 – 2027 communiqué à Bruxelles : c'est 5 ans d'austérité.

ANTICIPER !

Il n'y a pas besoin d'attendre le détail des projets lois de finance et de financement de la Sécurité sociale à l'automne. Le programme de stabilité est l'engagement de Macron, au nom de la France, pour les mois et années à venir. Il est clair !

Contrairement à ce qui a été dit, le programme de stabilité européen n'a jamais été abandonné. La clause prévue en cas de crise a simplement été activée.

Une « relance » officiellement prévue poussive.

Ils sont conscients que leur fort coûteuse « politique de relance » relance surtout les dividendes et le chômage : ils n'entrevoient en 2022 que le retour du PIB au niveau 2019. Il manquera environ 100 milliards au PIB, et malheureusement pas par suppression de dépenses inutiles ou nuisibles.

Conséquence sur la dette

Une véritable relance de l'activité économique – à partir des besoins sociaux, écologiques, ... - permettrait de réduire la dette. Ce n'est pas le cas de cette relance bridée par la politique menée par Macron et l'Union européenne au nom des multinationales : « **En laissant les dépenses publiques suivre leur évolution spontanée, la dette continuerait durablement de croître** ».

D'ores et déjà la dette Covid de la Sécurité sociale doit être remboursée d'ici 2033, c'est voté. Et on sait qui paie : les salariés et retraités par la CSG et la CRDS.

Mais ça ne leur suffit pas. Ils veulent augmenter la dose de leurs potions habituelles : augmenter les aides aux entreprises et baisser les dépenses publiques.

« Retrouver la maîtrise de nos dépenses publiques », en faisant pire que Sarkozy et Hollande.

La communication, c'est bien sûr « **des dépenses efficaces pour favoriser la croissance, l'inclusion et les transitions écologique et numérique** ».

La réalité est la suivante. Evolution des dépenses en volume :

2007 – 2012 (Sarkozy) : + 1,4 % / an

2012 – 2017 (Hollande) : + 1 % / an

2022 – 2027 (Macron) : + 0,7 % / an

Tous les secteurs sont concernés : Etat, Sécurité sociale, chômage, collectivités locales, SNCF, EDF, ...

La protection sociale devra redevenir excédentaire dès 2023.

Il ne s'agit pas que de budget : ils veulent poursuivre leurs contre réformes.

« Poursuivre les réformes structurelles favorables à l'activité, ainsi que l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique ».

Plusieurs sont en cours : **la loi 4D** qui ne concerne pas que la fonction publique, mais aussi la SNCF, les routes nationales,... et remet en cause le **principe de l'égalité républicaine**. Et Hercule à EDF, La Poste, Le chômage, ADP, Air France,....

➔ Crainte du mouvement social : le gouvernement hésite sur la date de reprise de la réforme des retraites, mais pas sur l'objectif. Et de toute façon pour 2022, comme vu ci-dessus, il n'y a pas de budget.

Le rapport Arthuis propose une nouvelle gouvernance : dans la foulée de la présidentielle et de la législative, il y aurait le vote d'un engagement budgétaire pour le quinquennat de façon à le rendre irréversible, même par la Parlement. Décidément, les espaces démocratiques fondent comme neige au soleil.

Le programme de stabilité français s'inscrit dans le programme de stabilité européen dont Macron est chaud partisan. Austérité en France, austérité partout en Europe. Par exemple en Espagne, qui reçoit des « aides » européennes, le gouvernement négocie avec Bruxelles pour qu'on lui laisse le temps de mise en œuvre d'une nouvelle contre-réforme du code du travail.

On a les informations, au mouvement social d'élaborer sa stratégie de lutte.

ACTUALITE SOCIALE



Mettons fin au système de brevets privés ! Pour une industrie pharmaceutique sous contrôle social et un système de vaccination public, universel et gratuit
Appel signé par RESO

Grâce à un énorme effort scientifique basé sur une collaboration internationale et des sommes historiques d'argent public, l'humanité a pu développer plusieurs vaccins efficaces contre la COVID-19 en moins d'un an.

Toutefois, cette grande réussite pourrait être totalement éclipsée par la cupidité de l'industrie pharmaceutique. Dans une situation aussi critique que celle que nous vivons, le caractère exceptionnel des mesures exigées de la majorité de la population doit également s'appliquer à l'industrie pharmaceutique privée et à sa soif permanente de profit. La suspension des brevets liés au Covid-19 doit être une priorité et une première étape.

Mais nous ne pouvons pas nous arrêter là. Des initiatives telles que COVAX ou C-TAP ont échoué lamentablement, non seulement en raison de leur inadéquation, mais surtout parce qu'elles répondent à l'échec du système actuel de gouvernance mondiale par des initiatives où les pays riches et les multinationales, souvent sous la forme de fondations, cherchent à remodeler l'ordre mondial à leur guise. La philanthropie et les initiatives public-privé en plein essor ne sont pas la solution. Elles le sont encore moins face aux défis planétaires actuels dans un monde dominé par des États et des industries guidées par la seule loi du marché et du profit maximum.

La crise sanitaire est loin d'être résolue. Le système capitaliste et les politiques néolibérales ont joué un rôle fondamental à toutes les étapes. À l'origine de ce virus, il y a la transformation effrénée de la relation entre l'espèce humaine et la nature. La crise écologique et la crise sanitaire sont intimement liées.

Et la même logique néolibérale prédatrice a exacerbé les conséquences des deux en appliquant une gestion privée et concurrentielle de la crise. Le résultat est plus d'inégalités, plus de souffrance et plus de morts au nom des intérêts d'une minorité privilégiée.

La pandémie a accéléré et approfondi des tendances dangereuses, des écarts sociaux et des phénomènes multidimensionnels que nous observons depuis des décennies et dont souffrent principalement les classes populaires, en particulier les femmes et les personnes racisées. Les femmes sont majoritaires parmi les personnels de santé qui ont été en première ligne dans la lutte contre la pandémie, mais aussi dans le maintien de la vie face aux réductions des services publics et des droits sociaux dont elles sont les premières victimes.

La santé et l'accès à la santé et à la vaccination sont un droit humain universel. Par conséquent, les vaccins doivent être considérés comme un bien public mondial. Et pour assurer leur accessibilité universelle, la suspension nécessaire et urgente des brevets doit s'accompagner de mécanismes de nationalisation des industries pharmaceutiques privées et d'un fort investissement dans le développement d'industries pharmaceutiques publiques dans tous les pays. Il faut une action décisive qui permette

une planification publique de la production et de la distribution des vaccins, en développant les capacités de production locales lorsque cela est possible et en les complétant par une solidarité internationale contraignante dans les autres cas.

Si les virus n'ont pas de frontières, la lutte contre ces derniers ne doit pas en avoir. Le chauvinisme sanitaire est un autre visage de la dérive réactionnaire d'exclusion qui balaie le monde. Les peuples du Sud doivent avoir accès aux vaccins sur un pied d'égalité avec le reste des habitant-es de la planète. Nous saluons les efforts de Cuba pour développer des vaccins et des traitements pour affronter la pandémie et pour mettre à la disposition de l'humanité les résultats de ceux-ci. Les défis planétaires tels qu'une pandémie nécessitent des réponses mondiales qui soient appropriées.

L'économie privée, la foi aveugle dans le marché et la recherche du profit se sont révélées incompatibles avec la vie. La santé ne peut être une marchandise. La réactivation de l'activité économique ne peut se faire au détriment de la santé ou des droits de la majorité. Il faut choisir : le capital ou la vie. Nous devons agir rapidement et avec force, en pensant à une stratégie globale d'égalité d'accès et de garantie universelle du droit à la santé.

Pour toutes ces raisons, nous demandons

- ➔ La suspension des brevets privés sur toutes les technologies, connaissances, traitements et vaccins liés à la COVID-19.
- ➔ L'élimination des secrets commerciaux et la publication d'informations sur les coûts de production et les investissements publics utilisés, de manière claire et accessible à l'ensemble de la population.
- ➔ La transparence et le contrôle public à tous les stades du développement du vaccin.
- ➔ L'accès universel, libre et gratuit à la vaccination et au traitement.
- ➔ L'expropriation et la socialisation sous contrôle social de l'industrie pharmaceutique privée comme base d'un système public et universel de santé qui favorise la production de traitements et de médicaments génériques.
- ➔ L'augmentation des investissements et des budgets publics alloués aux politiques publiques de santé et de soins de proximité, incluant une augmentation de l'embauche, des salaires et une amélioration des conditions de travail du personnel de ces secteurs.
- ➔ L'introduction de taxes sur la richesse (patrimoine et revenus du 1 % les plus riches) pour financer la lutte contre la pandémie et assurer une sortie socialement juste et écologiquement pérenne des différentes crises du capitalisme mondial.
- ➔ La suspension du paiement des dettes pendant la durée de la pandémie et l'annulation des dettes illégitimes et de celles contractées pour financer la lutte contre le virus.

COUP DE GUEULE

LA POSTE : VOUS AVEZ DIT HORIZON 2030 ?

Par Loïc VERGNAUD



Après le plan 2010-2020, les dirigeants de la Poste se projettent déjà vers l'horizon 2030. Pari risqué ? On peut effectivement s'interroger sur le point de savoir si la Poste, du moins celle que l'on connaît, existera encore en 2030.

Fondée par Louis XI, la Poste était, il y a encore quelques années, considérée comme un service public d'excellence qui avait sur le plan interne une bonne note de la part de ses salariés, qu'ils soient fonctionnaires ou contractuels.

Au fil des ans, la situation s'est considérablement dégradée, encore aggravée depuis mars 2020 par la pandémie et, disons-le aussi, par le changement d'actionnariat de la Poste, puisque désormais c'est la CDC et non plus l'Etat qui est aux commandes.

Ainsi, ce n'est pas un hasard si pour la première fois depuis plusieurs années aucune prime d'intéressement n'a été versée au personnel qui doit se contenter de surcroît d'un maigre 0,2 % d'augmentation annuelle. Cela, alors que les agents ont été largement mis à contribution pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et que le chiffre d'affaires est en augmentation de 20 %... Ce n'est pas un hasard si pour la première fois depuis longtemps trois des principales organisations syndicales (FO, CGT, SUD) ont manifesté ensemble le 18 mai devant le siège de la Poste.

Il faut dire que les agents et cadres sont las des réorganisations qui s'enchaînent, de la qualité de service qui se dégrade, de la transformation profonde du métier qu'ils exercent. Sans compter les ruptures de contrat pour les agents en CDD et le recours toujours plus grand à la sous-traitance.

Quant aux usagers-clients, ils ne peuvent que constater les fermetures de bureaux, les colis qui sont perdus ou dégradés, les lettres qui n'arrivent pas ou arrivent avec beaucoup de retard et le prix du timbre qui augmente toujours plus et plus vite que l'inflation. Même chose du côté de La Banque Postale : le sentiment de nombre de citoyens détenteurs d'un compte à la Poste est que la qualité de service se dégrade. Difficile d'obtenir un rendez-vous avec un conseiller ou de joindre le serveur téléphonique dédié pour signaler un vol ou contester une opération. Beaucoup de bureaux de poste sont remplacés par des agences communales ou par des commerces qui n'acceptent pas toutes les opérations et où une nécessaire confidentialité n'est pas toujours respectée.

La Poste négocie actuellement avec l'Etat concernant les obligations auxquelles elle est tenue en tant que dépositaire du service universel : aménagement du territoire, accessibilité bancaire, aide à la presse, service universel justement avec la distribution du courrier 6 jours sur 7. Il n'est pas sûr au bout du compte que toutes ces obligations seront maintenues en l'état d'ici 2030.

Il est vrai que le courrier, qui était il y a encore 5 ans le métier principal de la Poste, voit sa part diminuer d'année en année (près de 8 % de moins en 2020). Les sms ont remplacé les cartes postales et les télégrammes. Les entreprises envoient désormais leurs factures ou leurs correspondances avec leurs clients par Internet, les paiements sont de plus en plus dématérialisés. Mais la part du colis est en augmentation continue, de même que celle de la Banque Postale notamment grâce à l'intégration de la CNP et à la crise sanitaire qui a dopé l'épargne.

Le risque est là d'avoir à l'horizon 2030 une Poste au rabais qui ne serait plus qu'une manne financière pour l'Etat et la CDC.

VOUS AUSSI, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel :

webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)